

## RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Amaury Couderc, militant socialiste progressiste
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du Mouvement des Citoyens
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant socialiste progressiste
- Sylvie Mayer, militante du Parti Communiste
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Félix Millera
- Xavier Rousselin, militant de la ligue communiste (LCR)
- Jean Sanchez, militant AREV
- Pascal Troadec, militant PS

Directeur de publication:

Jacques Adrien, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,  
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790  
tel.: 64.91.32.75

N° 68 mars 1996  
4<sup>e</sup> année de parution

# RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

## 4 AVRIL : « RASSEMBLER À GAUCHE » OUVRE LA DISCUSSION AVEC DES ACTEURS DU MOUVEMENT SOCIAL DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1995.

par Robert Duguet

Lorsque Alain Juppé a présenté son plan de réforme de la sécurité sociale sous les applaudissements vifs de sa majorité, l'analyse faite par la plupart des organisations de la gauche critique trouvait des vertus, des aspects positifs à sa loi. Des millions de salariés sont descendus dans la rue au cri de « Tous ensemble! Tous ensemble! Retrait du plan Juppé! » Entre les « élites » et les salariés, il y avait plus qu'un décalage. C'est dans cette contradiction que « Rassembler à Gauche » a décidé d'agir.

Notre projet de réunion avec des syndicalistes prend corps: des militants de la FSU, de FO, de la CFDT, de SUD, du CRC, de la CGT ont marqué leur intérêt pour cette initiative. Nous savons d'ores et déjà que notre camarade Thibault, responsable cheminot CGT, et qui a joué un rôle important dans la direction des mouvements de

grève de l'automne, sera parmi nous. Nous sommes tout à fait conscients qu'il est difficile de mettre dans la même salle des militants de toutes les confédérations ouvrières, tout comme du reste il n'était pas simple de réunir dans un banquet-débat la plupart des courants politiques qui se prononcent pour une vraie recomposition à gauche. La question n'est pas: est-il difficile de le faire? mais est-il nécessaire de le faire? Nous avons su le faire pour le 24 novembre en levant partiellement l'obstacle naturel présenté par les organisations dès lors où elles veulent d'abord parler de leur programme.

Pourquoi un regroupement politique comme « Rassembler à Gauche » s'adresse t'il à des syndicalistes? N'y a t'il pas confusion des genres? Tentative de déborder sur le terrain spécifique des organisations syndicales? Levons tout d'abord ce point qui pourrait nous être opposé au nom de l'indépendance: .../...

## Rencontre avec des responsables syndicaux animateurs du mouvement social de décembre 95 et la Rédaction de "Rassembler à Gauche"

jeudi 4 avril 1996 à 20 h 30

au château de Morsang-sur-Orge

Les lecteurs de "Rassembler à Gauche" intéressés sont  
invités à participer à cette rencontre.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.



réci-proque des syndicats et des partis.

1- Le mouvement de novembre-décembre a été complètement encadré par les organisations syndicales, les salariés ont reconnu celles-ci comme leur cadre naturel de lutte contre les plans de démantèlement de la protection sociale. Cela ne signifie nullement qu'il était un mouvement strictement revendicatif. En l'absence de relais politique à gauche les salariés ont été le plus loin qu'ils pouvaient aller en restant sur le terrain de la grève et de la manifestation de rue.

2- La contradiction demeure pour les syndicalistes, du moins pour ceux qui se considèrent d'abord comme les instruments de ce mouvement et qui n'accordent qu'un prix relatif à la petite guerre des grands chefs confédéraux. Ceux-là savent, si l'on reste dans le cadre syndical, que les divisions confédérales n'ont plus aujourd'hui aucune pertinence et qu'il faudra bien reposer la question de l'unité syndicale en termes nouveaux: nous ne sommes plus en 1947 au moment de l'éclatement de la CGT ni en 1964 au moment de la création de la CFDT. Ceux-là savent qu'ils expriment davantage que ce que les organisations syndicales en tant que telles peuvent porter: sans projet politique de société clairement antilibéral, il n'y aura pas préservation des acquis de la protection sociale sur le long terme. Le mouvement de novembre-décembre a un contenu politique antilibéral que les organisations syndicales ne peuvent accompagner jusqu'au bout, sauf à décider que la grève générale insurrectionnelle est une perspective politique suffisante pour résoudre les problèmes de la gauche, ce que nous ne pensons pas non plus. La queue de boudin du pseudo sommet de fin décembre est l'expression nue qu'on ne pourra pas avancer plus avant sans solutions politiques.

C'est donc à ces questions que les syndicalistes, en tant qu'acteurs du mouvement social, sont naturellement portés à discuter. Et comme « Rassembler à Gauche » considère que le travail de recomposition de la gauche devra se mener au plus près de ce qu'exprime ce même mouvement social, il faut en favoriser l'éclosion. □

## UNE FOIS N'EST PAS COUTUME !

par Amaury Couderc

Interview de Jean-Luc Mélenchon parue dans "Valeurs Actuelles" :

*Valeurs actuelles* : **Que reprochez-vous à ce texte ?**

**Jean-Luc Mélenchon** : La Gauche Socialiste approuve l'analyse que le Parti fait de la mondialisation mais pas ses conclusions. Ce texte ne remet pas en question la méthode du traité de Maastricht. A le lire, la décision de passer à la monnaie unique sera fondée sur l'examen des critères de convergence et "sur l'exigence de preuves sociales", formule si vague et si contrefaite qu'elle est dénuée de sens. La Gauche Socialiste propose au contraire de "tourner la page" : il faut en finir avec Maastricht, car Maastricht, c'est l'impasse de l'Europe libérale.

Mieux vaudrait s'en rendre compte, car cela fait un moment que le courant européen ne passe plus entre le Parti Socialiste et les siens. La gauche s'est désunie lors du référendum sur Maastricht, et le sinistre des élections européennes est encore frais dans les esprits. Faut-il encore mentionner le sens du message délivré par le mouvement social de décembre ? Il nous faut un nouveau traité, et très vite !

**V.A.** : **Pourquoi très vite ?**

**J.L.M.** : Parce que les socialistes, s'ils l'emportent en 1998, ne pourront pas gouverner "autrement" s'ils s'inscrivent dans la logique libérale de Maastricht. Ce n'est pas celle de l'Europe sociale, ce n'est pas celle des Etats-Unis d'Europe ! L'Europe de Maastricht, c'est une zone économique avec une banque centrale indépendante, libre de décider sans contrôle. Maastricht fait fi de la démocratie et des droits des citoyens. C'est maintenant qu'il faut le dire ! Si nous ne changeons rien maintenant, que pourrons-nous faire en 1999, quand nous n'aurons plus des francs dans nos poches mais des euros gérés par la Banque Centrale Européenne ? Pour les socialistes, cela risque de tourner au drame. C'est pourquoi je crie : "Casse-cou" !

Une fois n'est pas coutume, en effet, il ne m'est pas habituel de reprendre dans "Rassembler à Gauche" des textes de camarades du Parti Socialiste. Mais enfin, ce texte ne traduit-il pas très exactement ce que nous répétons à longueur de colonnes dans notre bulletin depuis bientôt 4 ans ?

Ce texte est également très proche de ce que j'ai pu dire dans mes interventions à l'occasion des forums d'Evry et de Palaiseau.

Parce que nous écrivions et disions cela depuis 4 ans, ces mêmes camarades nous ont affublés du qualificatif d'"antisocialistes"... alors... primaire... non... ?

Bien sûr, nous sommes pleinement d'accord avec ce texte, mais toujours en complet désaccord avec ses conclusions :

**V.A.** : **Mais que proposez-vous ?**

**J.L.M.** : Une Europe fédérale qui garantisse les droits sociaux des citoyens. Entre autres, droit au plein emploi, droit au salaire garanti, droit aux services publics, droit à l'Etat régulateur, droit à la protection sociale.

**V.A.** : **Une Europe ouvertement socialiste ?**

**J.L.M.** : Une République européenne, dont les institutions (notamment le Parlement européen) auraient de réels pouvoirs. C'est la seule réponse à la dictature anonyme des marchés dans la mondialisation libérale.

Des institutions européennes qui garantiraient les droits sociaux des citoyens, le droit au plein emploi, le droit au salaire garanti, le droit aux services publics, à l'Etat régulateur, à la protection sociale, comme JL Mélenchon l'énonce dans son interview, mais j'ajouterai aussi : droit à la laïcité de l'école et des institutions, ne peuvent être des institutions fédérales où le parlement européen aurait de réels pouvoirs politiques énoncés à la majorité simple, pour le moins à cette étape. En effet, il n'échappe à personne que la majorité des états européens n'est pas .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement...

Nom

Adresse n°

rue

Prénom

Ville

Code postal

Je verse la somme de: 100 fr  autre

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon



## UNE FOIS N'EST PAS COUTUME !

suite

pour une République sociale, encore moins pour une République laïque (aucun état en Europe ne se réclame de la laïcité, si ce n'est je crois le Portugal et... la Bosnie).

Et puis, comment l'Etat **pourrait-il être régulateur** s'il s'efface dans une fédération avec un Parlement européen prenant ses décisions à la majorité simple ?

Même si nous n'approuvons pas ce texte dans ses conclusions, il a au moins le mérite de dire **"Maastricht c'est fini, car Maastricht c'est l'impasse de l'Europe libérale"**.

Il confirme aussi qu'avec les critères de convergences pour aller à la monnaie unique il n'est pas possible de construire une Europe sociale et qu'avec la monnaie unique l'Europe ne sera plus qu'une zone économique avec une banque centrale libre de décider sans contrôle... (sic)

Ce texte a aussi un autre grand mérite, celui de **relancer le débat à gauche**, de casser cette pensée unique qui sévit encore à la direction du Parti Socialiste et qui débouche sur le fameux : "il n'y a pas d'autre politique possible".

Cela me fait regretter encore plus l'absence de nos camarades socialistes dans les forums...

La question que l'on peut tout de même se poser est de savoir si après avoir critiqué si durement Maastricht, nos camarades parlementaires socialistes auteurs de ce texte vont réellement s'y opposer dans les faits ? ou s'il s'agit d'une simple diversion...

Alors, avec tous ceux qui veulent une autre Europe que celle des marchés, de l'argent, du libéralisme reprenons la discussion et ensemble, **TOUS ENSEMBLE**, sachons l'imposer. □

## FORUMS

Les membres suivants du comité de rédaction de Rassembler à Gauche"

J.ADRIEN, C.R.BROUX, A.COUDERC, R.DUGUET, B.FISHER, M.GALIN, S. MAYER, R.MERIEUX, J.SANCHEZ

Nous nous réjouissons de la tenue de déjà 3 forums à l'initiative du PCF dans **notre département**.

Déjà, notre bulletin avait organisé le 24 Novembre un dîner débat avec des responsables départementaux et nationaux des forces de Gauche et écologistes. Toutes les initiatives se complètent. La crise de la Gauche, les attentes de la société, imposent le débat: discussions pluralistes entre responsables et militants politiques, associatifs, syndicaux, discussions avec le "peuple de Gauche".

La large place laissée au débat avec et dans la salle pendant ces 3 forums est une originalité réussie.

La diversité des thèmes abordés, les angoisses exprimées devant les conditions de vie de plus en plus difficiles dans nos banlieues, les attentes d'une construction politique **alternative** montrent des préoccupations communes, parfois des convergences mais aussi des différences d'approche.

La discussion doit se poursuivre et s'approfondir. Pourquoi ne pas continuer avec des forums thématiques préparés en commun ( Europe, banlieue, protection sociale... ) ?

Ecouter les attentes et les préoccupations est une nécessité pour engager, partout où c'est possible des actions communes. Commencer à construire ensemble (organisations et citoyens) des propositions alternatives pour changer la société est indispensable. Il reste aussi, et c'est d'abord de la responsabilité des organisations politiques, à proposer une construction politique qui permette de changer vraiment la société. □

## L'ENJEU...

par Bernard Fischer

Le comité de rédaction de "Rassembler à Gauche" organise le 4 avril à son initiative une réunion des acteurs du mouvement social de novembre/décembre 1995.

Nous annonçons la participation des animateurs de la revue, de Bernard Thibault, secrétaire de la fédération CGT des cheminots, d'un responsable de la fédération CFDT des transports, d'un responsable de la fédération FO PTT, d'un responsable parisien de la FSU.

Ce sera l'occasion d'un triple bilan.

Je l'écrivais dans un précédent article, il y avait 2 mouvements sociaux dans le mouvement social, il y avait la grève générale victorieuse des cheminots pour leurs revendications dans l'unité de toutes leurs fédérations syndicales, dont la fédération CFDT, et, contradictoirement par rapport à elle, il y avait l'échec de la tentative de généralisation de la grève des confédérations FO et CGT contre le plan Juppé. Le premier bilan est donc un bilan strictement syndical.

Le deuxième bilan est un bilan politico-syndical relatif à la nature politique et syndicale du mouvement social de novembre/décembre 95. Le mouvement posait-il seulement la question des revendications particulières des cheminots ? Le deuxième mouvement posait-il seulement la question du retrait du plan Juppé et de la défense de la sécurité sociale ? Le mouvement était-il un mouvement de contestation générale de la politique du gouvernement dans son ensemble, auquel cas il poserait la question du départ de Juppé et de son remplacement par un autre gouvernement ? C'est la question générale de la participation de la gauche politique au mouvement social. D'une manière générale, les deux principales composantes de la gauche politique française, le parti socialiste et le parti communiste français, refusaient la politique du mouvement.

L'orientation du parti socialiste de Lionel Jospin est très claire, c'est la préparation de l'alternance aux prochaines élections législatives de 1998 entre un président de la république de droite et un gouvernement de gauche comme résultat d'une majorité de gauche à l'assemblée nationale. Ce serait 4 ans de gouvernement Chirac/Jospin, après 3 ans de gouvernement Chirac/Juppé, après 14 ans de mitterrandisme, sans aucun bilan, dans le cadre de la construction de l'Europe libérale de la pensée et de la monnaie unique.

**Oui, le mouvement social de novembre/décembre 1995 était un mouvement de contestation générale de l'alternance entre la vraie droite et la fausse gauche sociale démocrate dans le cadre de la mondialisation libérale.**

L'expression politique de cette aspiration à la construction d'une véritable Europe démocratique, sociale et populaire ne sera ni le mouvement social lui-même à lui tout seul, ni les confédérations syndicales françaises, ni la direction jospiniste du parti socialiste. L'avenir de la recomposition de la gauche



## L'ENJEU...

suite

française appartient à égalité à l'opposition de gauche à l'intérieur du parti socialiste, au parti communiste français et à la gauche alternative.

Aujourd'hui à gauche, et les forums à l'initiative du parti communiste français en sont une preuve supplémentaire, tous les militants de toutes les organisations discutent ensemble.

La gauche du parti socialiste, le parti communiste français et la gauche alternative représentent, si on les additionne, et si on ne les soustrait pas, une force considérable.

L'enjeu aujourd'hui en France, comme en Espagne, comme dans toute l'Europe, c'est la réunion et la convergence de toutes ces forces dans au moins une coalition électorale, sinon programmatique, du type de la gauche unie espagnole. Soyons à la hauteur de l'enjeu. □

## DES SOUS ! DES SOUS !

50 FR, ou  
mieux 100  
FR pour

continuer à  
recevoir régulièrement  
notre bulletin  
"Rassembler à Gauche".  
La diffusion élargie que  
nous avons mise en place  
nous met aujourd'hui à  
environ 7000 Fr de  
déficit...

Merci de nous aider en  
nous faisant parvenir  
votre participation.  
La rédaction de  
"Rassembler à Gauche".

110

## DE L'ALTERNANCE À L'ALTERNATIVE

par J-B Sanchez

L'*alternance* caractérise un système politique où deux ou plusieurs partis peuvent se succéder au pouvoir dans le cadre des institutions existantes. L'*alternative* est un mouvement généré par un ensemble de communautés qui se distinguent, dans nos sociétés industrielles contemporaines, par leur manière de vivre, de consommer et qui remettent en cause les modes de production en cours.

Qu'en pensent nos amis du comité de rédaction de RAG ?

L'alternative c'est rompre avec le productivisme dicté par le mercantilisme, la course au profit, la spéculation des milieux affairistes financiers ; c'est en particulier tirer les leçons de la gestion politicienne d'états majors soumis aux principes directeurs des pouvoirs mondialisés : G7, FMI, BM, OMC, OTAN... ce sont bien les diktats technocratiques et bureaucratiques des "critères de convergence" et autres "programmes d'ajustement structurels" qui minent nos sociétés et menacent de les faire exploser : chômage, exclusion,

militarisation, chauvinisme nationaliste... et religieux exacerbés, xénophobie, racisme, purification ethnique, génocides... avec, pour orchestrer le tout, un conditionnement médiatique toujours plus musclé.

Les alternatifs voient dans les acteurs de la vie sociale et de la société civile, le creuset de la résistance citoyenne pour affronter l'injustice et l'atteinte permanente portée à la dignité de l'Homme et des Peuples : BOSNIE, PALESTINE, TCHETCHENIE, RWANDA, CUBA, IRAK, KURDISTAN, CHYPRE, SAHARA

OCCIDENTAL, MEXIQUE... pour ne citer que quelques cas révélateurs de l'hypocrisie de la "Communauté Internationale"... quel euphémisme!

Les alternatifs se démarquent du consensus prôné par les élites soumis au dogme de la pensée unique, et appellent à la résistance citoyenne et les solidarités inter-peuples ; il y a urgence d'approfondir les débats qui préparent des actions concertées en réponse aux rencontres programmées de la conférence Intergouvernementale de L'Union Européenne d'avril et du G7 en juin à LYON, occasion pour qu'au-delà des frontières, résonnent à l'unisson, les voix des travailleurs victimes d'un système prédateur mondialisé.

Reste que les plus belles déclarations d'intention, les qualificatifs alléchants précisant la nature de l'alternative à construire, ne sauraient suffire à rassembler spontanément tous les exclus de la citoyenneté ; c'est pourquoi nous devons chercher auprès des marginalisés, des plus démunis et des déçus, ce sursaut d'énergie apte à redonner confiance dans le "TOUS ENSEMBLE".

Vous avez dit "alternance consensuelle" ?

Nous avons compris "nouveau Munich des esprits"! □





# Vivre ma banlieue Mythe et Réalité

## URBANISME - INSÉCURITÉ - EMPLOI - EXCLUSION

La révolution industrielle, la désertification des campagnes françaises ont peuplé les banlieues.  
Mais aujourd'hui il y a banlieue et banlieue ! Neuilly c'est la banlieue, Grigny aussi !  
Mais est-ce la même banlieue ? Certainement pas !

La banlieue c'est pour certains la solution pour devenir propriétaire de leur logement compte tenu des prix pratiqués dans les grandes villes, pour d'autres, c'est la survie dans des cités.

La banlieue c'est parfois la "zone", le lieu de "galère" de nombreux jeunes et moins jeunes.

La banlieue c'est aussi des transports en commun insuffisants.

La banlieue c'est souvent l'insécurité car, dans certaines zones, la loi et l'ordre publics ne règnent plus.

## LE PLAN JUPPÉ : PARLER POUR NE RIEN FAIRE !

Le gouvernement Juppé vient de présenter ce qui devait être un "plan Marshall" des banlieues. Au-delà de quelques solutions ponctuelles, c'est un nouveau coup d'épée dans l'eau ! En effet, tant que la société n'assurera pas un travail et un logement à tous, notamment aux jeunes et aux familles en difficulté, la situation des banlieues s'aggravera.

- Ce ne sont pas les propos de fermeté d'Eric Raoult, ministre de la Ville, qui souhaite un plan "Vigie-Banlieue",
- Ce ne sont pas les comparaisons de Serge Dassault, maire de Corbeil, qui déclare dans le *Républicain* : "On n'est pas dans la brousse, on n'est pas dans la jungle. On est en France.",
- Ni les propos sur la population étrangère du maire de Brétigny, Jean de Boishue, ministre éclair, affirmant dans son livre condamné depuis par la justice : "Un jour, ils l'achèteront cette ZUP. Ils n'y pensent pas encore parce que les esclaves récemment affranchis ne pensent pas encore. Aujourd'hui ils occupent, demain ils décideront" qui permettront de trouver des solutions aux réelles difficultés existant dans nos banlieues.

## LE FORUM DÉBAT : PARLER ENSEMBLE POUR AGIR MIEUX

Cette façon de présenter la banlieue par les élus de droite est caricaturale.

Pour tenter de trouver de vraies solutions aux problèmes multiples que pose la vie quotidienne dans les quartiers, des élus, des travailleurs sociaux, des habitants seuls ou en associations, font des propositions différentes.

C'est pour débattre de cela que la Convention pour une Alternative Progressiste (CAP 91) vous convie au :

# forum débat

Forum Débat sous la présidence de **Paul Simon**, conseiller municipal, responsable de Brétigny Autrement

avec **Maurice Charrier**, maire de Vaulx-en-Velin, membre de la CAP

**Michel Wiewiorka**, **Christian Backmann**, **Jean-Louis Bernard**, **Steevy Gustave**

Vendredi 29 mars 1996 à 20 h 30

Salle des fêtes

Place du marché

Saint-Michel-sur-Orge



# Sarah s'appelle aussi Véronique

Véronique Akobé a été condamnée, le 31 janvier 1990, par la Cour d'assises de Nice, à la peine de 20 ans de réclusion criminelle, dont les deux tiers incompressibles, pour le même "crime" que celui de Sarah Balabagan.

Cette jeune ivoirienne de 23 ans a été engagée le 25 juin 1987 comme employée de maison par Monsieur et Madame Scharr. Elle était sans autorisation de séjour. Elle était séquestrée; "Ils me traitaient comme une esclave" a-t-elle affirmé. Madame Scharr lui interdisait de fermer la porte de sa chambre. A plusieurs reprises, elle a été violée par Monsieur Georges Scharr, 63 ans, industriel, et par son fils, Thierry, 22 ans. "Ils me tenaient par le cou et l'un d'eux a mis sa main sur ma bouche pour m'empêcher de crier. Ca a duré longtemps, très longtemps. Ils sont venus trois fois, à chaque visite de Thierry. L'un me tenait, l'autre me violait et me sodomisait" a-t-elle déclaré lors de son procès.

Véronique Akobé, décrite au cours du procès comme "un petit bout de femme, toute douce, gentille, réservée, toute menue", mais aussi "conscientieuse et appréciée, sensible et intelligente" a, lors de la nuit du 3 août 1987, après le troisième viol collectif, et alors qu'elle était elle-même blessée, tué le fils et tenté de tuer le père. "Ils ont tué quelque chose en moi, quelque chose de ma vraie personnalité" a-t-elle déclaré. Elle s'est ensuite enfuie par la fenêtre du quatrième étage en s'aidant d'un drap. Le 10 août, elle est arrêtée dans la région parisienne où elle s'est réfugiée chez des compatriotes.

Deux expertises sont convergentes concernant le viol.

Une psychologue, Mme Noëlle Magaud-Vouland, a expliqué lors du procès que les tests et les entretiens correspondaient à ceux recueillis habituellement auprès des femmes violées; elle a récusé l'existence de tendances affabulatoires chez Véronique Akobé.

Le rapport médical a établi que l'examen clinique permettait de voir des lésions, séquelles d'un viol anal. Jacques Leblanc, expert, est venu témoigner à la barre : "Véronique Akobé garde dans sa chair les traces d'un viol anal" a-t-il déclaré.

A la question de savoir pourquoi elle n'avait pas alerté la police ou des amis, après les viols, Véronique a expliqué : "J'avais honte, j'avais peur qu'on me chasse. J'étais en situation irrégulière. Je ne savais pas où aller. Je n'avais pas un sou. Madame Scharr refusait de me payer mon salaire."

Véronique Akobé n'a pas été défendue. Un avocat commis d'office, Maître Bossut, qui faisait partie du cabinet de l'ex-maire de Grasse lié à Jacques Médecin, a fait appel à Maître Peyrat, actuel maire de Nice et représentant à l'époque du Front National de cette ville. Celui-ci a volontairement écarté de sa défense les éléments matériels du dossier démontrant les viols.

Le président de Cour d'assises, Monsieur le Président Djian - le même qui présidait la Cour d'assises qui a condamné Omar Rahdad à 20 ans de prison - coupait le micro quand Véronique parlait. La veille du procès, elle avait été amenée devant lui, comme il est de pratique dans un procès d'assises. Il ne lui a même pas adressé la parole.

Véronique Akobé est actuellement à la prison de Rennes, elle a passé son certificat, son brevet.

Un pourvoi en cassation a été rejeté le 24 janvier 1991. Elle écrivait récemment : "Je ne sais même plus si je vais bien. Je ne désire rien d'autre que ma liberté."

En raison des conditions iniques dans lesquelles s'est déroulé son procès et de la sévérité scandaleuse de sa peine, Véronique Akobé doit être graciée, libérée immédiatement et ne doit pas être expulsée.

Dès à présent, répondant à l'appel lancé par l'Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail, (AVFT), plus de 3000 personnes ont signé la pétition appuyant la demande de recours en grâce de Véronique Akobé, sans expulsion du territoire français.

Parmi elles figurent : Elisabeth Badinter, Robert Badinter (ancien Ministre, ancien président du Conseil Constitutionnel), Jean-Jacques Dupeyroux (directeur de la revue Droit Social), Geneviève Fraisse (CNRS), Françoise Gaspard (EHESS), Benoîte Groult (écrivaine), Paul Guimard (écrivain), Sylvie Jan (présidente de la Fédération démocratique internationale des femmes), Claude Katz (avocat), Séverine Labat (sociologue), Professeur Kessler (Collège de France), Arlette Lagniller (Lutte Ouvrière), Serge Livrozet, Marie-Claire Mendes-France, Catherine Moyon de Baecque (athlète), Michelle Perrot (historienne), Michel Rocard (ancien Premier Ministre), Yvette Roudy (ancien Ministre, maire de Lisieux).

Parmi les associations figurent : le MRAP, A tire d'elles (Rennes), SOS sexisme, l'Alliance des Femmes pour la Démocratie, le GISTI, le MFPF, Union féminine civique et sociale, SOS Racisme, Ligue du droit des femmes, Rassembler à Gauche.

**Signez et faites signer cet appel.**

Nom, prénom

Adresse

Signature

A envoyer directement à : Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail (AVFT),  
71 rue Saint-Jacques 75005 Paris (tel : 45.84.24.24, fax : 45.83.43.93)